

Questions orales

d'améliorer la situation et d'être équitables envers tous les Canadiens. Je crois que c'est précisément ce que les gens attendent et devraient obtenir.

* * *

LA PUBLICITÉ DU GOUVERNEMENT

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Madame la Présidente, ma question s'adresse au leader du gouvernement à la Chambre.

Il a déclaré hier que, comme c'était le cas depuis 1985, les règles avaient été suivies à la lettre dans l'octroi de contrats de publicité gouvernementale d'une valeur de 21 millions de dollars. Or, un haut fonctionnaire, M. Chuck Guité, a confirmé que les règles n'avaient pas été respectées.

Voici ce que je voudrais demander au ministre: Qui dit vrai le ministre ou le haut fonctionnaire? Quand le ministre va-t-il enfin se décider à ne plus défendre l'indéfendable?

L'hon. Harvie Andre (ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes): Monsieur le Président, ceux qui essaient de défendre l'indéfendable sont les deux journalistes qui ont publié un compte rendu totalement faux samedi dernier et qui, à la différence des journalistes du réseau NBC, n'ont pas le courage d'admettre avoir eu tort et de passer à autre chose.

En réalité, nous appliquons un processus qui reprend celui qui prévaut dans le secteur privé. À la différence du gouvernement précédent, nous ne nous contentons pas de choisir une agence de publicité. Dans le cas qui nous intéresse, six agences ont présenté leurs projets à un comité de cinq personnes; oui, je dis bien que chacune d'entre elles a présenté son projet, pour convaincre le comité qu'elle représentait le meilleur choix.

Le député secoue la tête. Il ferait peut-être mieux de s'informer avant de poser des questions, à moins qu'il ne veuille pas savoir.

Après consultation de certains des fonctionnaires appelés par les journalistes, il appert que ces derniers ont encore une fois déformé les renseignements qui leur avaient été communiqués, en ignorant délibérément les éléments d'information qui ne faisaient pas leur affaire. Franchement, les éditeurs du *Citizen* d'Ottawa devraient avoir honte de permettre à ces journalistes de continuer d'agir de la sorte.

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Madame la Présidente, deux hauts fonctionnaires ont confirmé qu'il n'existe aucun compte rendu écrit de ce con-

cours. S'il en existe un, je voudrais que le ministre le dépose tout de suite. Un haut fonctionnaire a même dit que l'on ne s'était servi d'aucun système d'évaluation pour accorder le contrat. Et nous savons en outre que la rencontre où l'on a discuté du contrat a eu lieu lors d'un déjeuner, au Café Henry Burger, à Hull.

Si le gouvernement a la moindre conscience, comment peut-il verser 21 millions de dollars de l'argent des contribuables à des publicitaires et cela, sur la seule foi d'une rencontre au Café Henry Burger et sans compte rendu écrit?

L'hon. Harvie Andre (ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes): Madame la Présidente, je suis vraiment outré. Vous voulez dire qu'il y a eu un déjeuner d'affaires? Ciel, et quoi encore? Qui sait ce qui nous attend? On s'est effectivement réuni pour un déjeuner d'affaires? Mince alors, quel scandale!

En réalité, des représentants de ces agences se sont présentés, comme c'est la coutume dans ces cas-là, avec des scénarios-maquettes, des photographies et des croquis illustrant le genre de programme offert, avec une description de ce qu'ils proposaient de faire si leur agence décrochait le contrat. Ces propositions ont été évaluées par un comité de fonctionnaires—non pas un comité de politiciens, mais un comité de fonctionnaires—qui a finalement chargé deux agences de mener cette campagne.

Il s'agit d'un système éminemment plus juste que celui qui était en place lorsque les libéraux étaient au pouvoir. C'est un système qui marche. C'est un système qui a son pendant dans le secteur privé.

Le député devrait essayer d'aller retourner d'autres pierres; il trouvera d'autres vers auxquels consacrer son attention.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

M. Jim Fulton (Skeena): Madame la Présidente, ma question s'adresse au premier ministre suppléant et concerne le projet de construction d'un gazoduc pour exporter du gaz du delta du Mackenzie en Alaska en passant par le Yukon.

Comme ces travaux nuiraient à la harde de caribous de la Porcupine, le premier ministre suppléant va-t-il garantir à la Chambre que la position adoptée par divers ministres au nom du Canada, de Lucien Bouchard au très honorable Joe Clark et à l'actuelle secrétaire d'État aux Affaires extérieures, reste inchangée et qu'on gardera intactes à perpétuité les régions sauvages des terres de 10-02 et la plaine côtière de l'Alaska?